

## AGRICULTURE

# Ils veulent d'une PAC beaucoup plus bio

Une centaine de personnes a manifesté hier devant les grilles de la préfecture de Périgueux. Ils demandent davantage d'aides de la PAC pour l'agriculture biologique.

**Philippe JOLIVET**  
p.jolivet@dordogne.com

Le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, a jusqu'au début du mois de juillet pour rendre sa copie à l'Europe dans le cadre de la prochaine Politique agricole commune (PAC) qui définira pour les six années à venir, les orientations de l'agriculture européenne.

Et pour les défenseurs de l'agriculture biologique, le compte n'y est pas comme l'explique Guy Forest, président de l'association Agrobio Périgord. « On nous annonce une grosse baisse pour la bio avec une disparition de l'aide au maintien qui prend le relais de l'aide à la conversion et permet de compenser les pertes de production mais aussi de rémunérer les services environnementaux qu'apporte l'agriculture biologique (non-utilisation de produits chimiques, non-pollution, etc.). » Une décision qui aurait des effets délétères selon lui. « Les gens ne vont plus se convertir en bio. »

## Les petites fermes, grandes oubliées

Autre projet dans les cartons qui aurait pu être positif, une aide de 1 250 € annuels pour les petites structures. « Mais la France a décidé de ne pas activer cette possibilité alors que les autres pays le font. Pourtant, les petites fermes, c'est ce qui fait vivre l'économie de nos villages et



Les défenseurs de l'agriculture bio veulent davantage d'aides pour les petites structures, la rémunération des services environnementaux et la différenciation entre le Bio et le label HVE. PHOTO RÉMI PHILIPPON

elles fonctionnent souvent sur un modèle beaucoup plus respectueux de l'environnement. » Les céréaliers bio perdraient aussi dans cette nouvelle PAC une aide de 130 € annuels par hectare. Bête noire des défenseurs de l'agriculture biologique, le label HVE (Haute valeur environnementale). « On fait l'amalgame entre la bio et ce label alors que



Guy Forest est président de l'association Agrobio Périgord, qui a appelé hier à manifester.

ceux qui veulent l'obtenir n'ont pas à changer leur façon de travailler et continuent à utiliser autant de produits chimiques qu'en conventionnel. »

Un label qui n'a pas non plus les faveurs de François Soudard de la Confédération paysanne. « À chaque réforme, la FNSEA nous pond un nouveau label pour pouvoir toucher trois francs six sous. »

## Régime sec pour la bio

Dans cette nouvelle PAC, HVE et agriculture bio seraient logés à la même enseigne avec des aides revues à la baisse. « Le paiement du service environnemental passerait à 70 € annuels par hectare alors qu'avant il était de 202 €. Nous demandons à ce qu'il soit de 145 €, explique Nathalie Verdier d'Agrobio Périgord. La volonté du ministre c'est que tout le monde passe à ce qu'ils appellent "l'éco-régime". Il fallait en fait comprendre le régime sec pour l'agriculture bio. »

La bio serait la grande perdante de cette nouvelle PAC pour François Soudard. « La baisse de

l'enveloppe pour la bio est d'environ 66 % alors que pour qu'il y ait un réel impact sur la santé publique, il faudrait que les aides soient doublées. »

Pour Nathalie Verdier, le message est de toute façon clair. « C'est la PAC qui dessine le paysage agricole. C'est l'outil essentiel pour influencer le modèle d'agriculture que l'on veut. En allouant 2 % de la PAC au bio, le message est clair : ils veulent des grosses fermes et de l'agriculture chimique. »

Pour les défenseurs de la bio, c'est le consommateur qui paie le soutien à l'agriculture bio. « Aujourd'hui nos impôts servent à financer une agriculture dont nous ne voulons pas et on paie une seconde fois, en faisant nos courses, des produits plus chers car ils ne sont pas soutenus par la PAC », estime Guy Forest. Pourtant pour lui, « c'est bien de petites structures dont on a besoin pour l'autonomie alimentaire de nos territoires. Or aujourd'hui nous importons 50 à 60 % de nos fruits et légumes que ce soit en bio ou en conventionnel. »

# Alain Rousset : « Ne pas déshabiller la bio »

En pleine campagne pour sa réélection à la tête de la région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset s'est fendu hier d'un communiqué pour dénoncer « le désengagement de l'État » par rapport à la filière bio et rappeler sa volonté de « ne pas déshabiller la bio ». « Considérer l'agriculture biologique pour les services qu'elle rend sur l'environnement ne semble pas être un objectif prioritaire pour le gouvernement », tacle ainsi le président sortant, précisant qu'elle l'est pour sa liste.

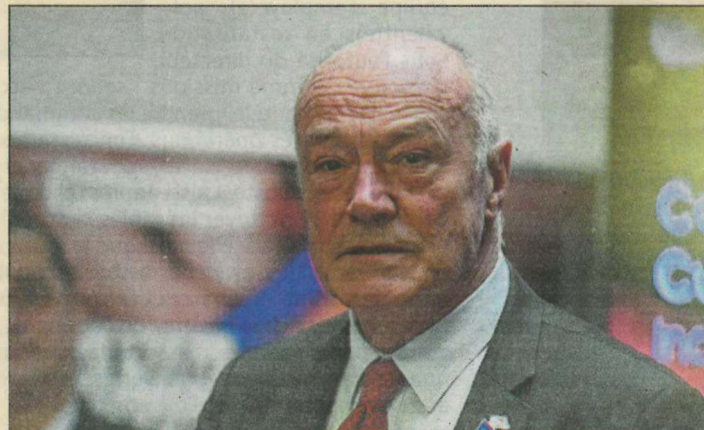
Il rappelle d'ailleurs que l'agriculture bio a progressé sous son dernier mandat (11 % des exploitations sont désormais bio contre 4,2 % en 2016), qu'un quart du budget agricole régional y a été consacré en 2020, et qu'il a signé le pacte régional pour l'agriculture biologique en 2017, avec les

organisations agricoles et l'État. Pacte prolongé pour 2021 et 2022, « avec l'objectif d'atteindre 11 % de la surface agricole utile (SAU) et 15 % des exploitations ». Et jusqu'à 25 % de la SAU d'ici 2030.

Aussi, il dénonce « la faible part (25 %) du budget des paiements directs consacrés aux éco-régimes » (1) et réclame « la révision des récents arbitrages ».

Et de tacle le gouvernement, avec Geneviève Darrieussecq (candidate contre lui à la Région), qui « provoque une vague de déception avec le mouvement "La bio à poil" sur la rémunération des services environnementaux », et qui, en 2017, « avait déjà supprimé l'aide au maintien des agricultures biologiques ».

« Face à ce désengagement », Alain Rousset, qui avait signé la tribune de la FNAB « On veut la



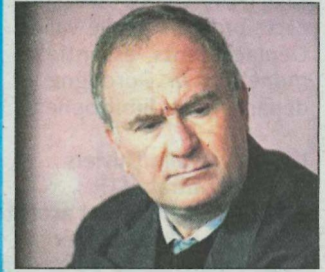
Pour Alain Rousset, « dans le contexte de dérèglement climatique, il est plus que jamais nécessaire que l'agriculture soit accompagnée par les pouvoirs publics ». PHOTO ARCHIVES RÉMI PHILIPPON

bio pour tous », rappelle qu'il « a engagé la Région sur l'aide au maintien au moins jusqu'en 2022 à un niveau inédit en France, jusqu'à 10 000 € et dès 500 € pour les petites fermes ».

1- L'éco-régime est la future mesure environnementale du premier pilier de la PAC : une aide au revenu censée rémunérer les services environnementaux rendus par les agriculteurs (conditionnée à la mise en œuvre de pratiques vertueuses).

## Carnet de campagne(s)

RN : Gojard et Rodriguez seront bien candidats



Frédéric Gojard et Alain Rodriguez en bisbille depuis plusieurs semaines avec la direction nationale du RN, à la suite de la nomination du Girondin Jacques Colombier comme tête de liste en Dordogne aux régionales, s'inquiétaient de ne plus être en capacité de se présenter (lire DL du 27 mai). Hier, ils ont confirmé qu'ils seront bien candidats pour les Départementales sous la bannière du RN sur les cantons respectifs de Montpon et Bergerac 2. « Notre programme est prêt, écrit et rédigé, nos tracts, affiches, et bulletins de vote, sont déjà fabriqués », assure l'ancien responsable départemental, Frédéric Gojard.

## Des candidats oubliés dans les boîtes aux lettres



Alors que les professions de foi et les bulletins de vote sont actuellement distribués dans les boîtes aux lettres, dans une enveloppe unique, les candidats PCF-EELV-Génération.s-LFI sur le canton de Périgueux 2, Juliette Lasserre-Mistaudy et Julien Gares, ont constaté une anomalie dans la distribution des plis. « Beaucoup d'enveloppes ne comportent pas notre bulletin de vote "Ensemble à gauche pour une transition sociale et écologique" », indiquent les deux candidats dans un communiqué.

Ils ont décidé de saisir la commission de propagande, même s'« il y a peu de chance qu'il y ait une autre distribution pour corriger le manque de bulletins ». Estimant qu'il s'agit là d'un « préjudice important pour notre liste », ils dénoncent le fait d'avoir confié la mise sous pli dans toute la Nouvelle-Aquitaine à une entreprise privée bordelaise, alors qu'« dans d'autres régions, c'est encore le service public, par le biais des préfectures et des collectivités qui l'assurent ». « La politique de désengagement de l'État et des services rendus au public, au profit d'entreprises privées, ne peut qu'aggraver ces situations », estiment-ils.